



Madame Rachida DATI
Ministre de la Culture et de la Communication
3, rue de Valois
75001 Paris

Paris, le 2 avril 2025

Objet : Absence de campagnes d'information gouvernementales dans les médias ultramarins

Madame la Ministre,

Nous souhaitons attirer votre attention sur l'absence récurrente des campagnes d'information nationales du Gouvernement dans les médias ultramarins, alors que leur déploiement est systématique dans l'Hexagone. Ce problème concerne notamment les sites Web, la presse journal, les magazines ultramarins et - de manière variable en fonction des territoires - l'audiovisuel et l'affichage.

Voici quelques exemples de campagnes digitales dont nos concitoyens ultramarins ont été privés ces derniers mois : élections au sein des TPE et PME (ministère du Travail), dispositif « Alcool Info Service » (Santé Publique France), dispositif d'adaptation du logement pour les personnes en situation de handicap ou âgées (Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat), France En Forme (ministère des Sports), campagne de recrutement (Marine Nationale) ou fonctionnement de la facturation électronique (ministère des Finances). Ce ne sont là que quelques exemples parmi de nombreux autres.

Lors de son déplacement à La Réunion le 30 novembre 2023, votre prédécesseure Rima ABDUL MALAK avait admis qu'il y avait une grande différence de traitement entre les titres de l'Hexagone et ceux des Outre-mer, notant « de réelles distorsions et un potentiel de rattrapage pour les prochaines campagnes ». Nous n'avons hélas pas connu d'amélioration.

Nos concitoyens ultramarins, comme leurs compatriotes hexagonaux, ont le droit d'être informés des dispositifs gouvernementaux, quel que soit leur lieu de résidence. Nos médias ultramarins ont le droit de bénéficier de ces campagnes du Gouvernement, tout comme leurs confrères hexagonaux. Ces médias représentent en effet des audiences conséquentes dans chacun de nos territoires. Il est fort dommage que l'État se prive de cette influence.

C'est pourquoi nous souhaiterions que les campagnes de l'État puissent être diffusées dans les Outre-mer. Si des difficultés techniques peuvent



être admises à court-terme, il est essentiel de prévoir un plan d'action afin que ces campagnes soient dans les meilleurs délais diffusées dans toute la France - Hexagone comme Outre-mer.

En tant que Ministre de la Culture et de la Communication, votre rôle est essentiel pour veiller à l'égalité de traitement des médias sur l'ensemble du territoire national. Nous vous demandons donc d'intervenir auprès du Service d'Information du Gouvernement et de l'agence Dentsu afin que les médias ultramarins soient pleinement intégrés dans les plans médias des campagnes d'information nationales.

Nous nous tenons à votre disposition pour échanger sur cette question cruciale pour la vitalité des médias ultramarins et l'égal accès à l'information de nos concitoyens.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Audrey BÉLIM, Sénatrice de La Réunion

Catherine CONCONNE, Sénatrice de la Martinique

Evelyne CORBIÈRE NAMINZO, Sénatrice de La Réunion

Stéphane FOUASSIN, Sénateur de La Réunion

Jocelyne GUIDEZ, Sénatrice de l'Essonne

Micheline JACQUES, Sénatrice de Saint-Barthélemy, Présidente de la délégation sénatoriale aux Outre-mer

Victorin LUREL, Sénateur de la Guadeloupe, ancien Ministre

Viviane MALET, Sénatrice de La Réunion

Saïd OMAR OILI, Sénateur de Mayotte

Jean-Gérard PAUMIER, Sénateur d'Indre-et-Loire

Rachid TÉMAL, Sénateur du Val d'Oise